Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Une-assemblee-de-communistes-a

Une assemblée de communistes à Tours : pour quel parti ?

- S'organiser... - 34eme congrès -

Date de mise en ligne : samedi 10 mai 2008

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Ce texte a été rédigé par une commission de préparation du prochain congrès, commission décidée par le conseil national et présidée par Marie-Georges Buffet. Elle a été diffusé par André Gerin pour alerter les communistes sur les objectifs poursuivis par la direction dans la préparation du prochain congrès, avec une rencontre symbolique à Tours pour décider de l'avenir du PCF.

Cette note illustre sans équivoque les objectifs de rompre avec ce qu'a été le parti communiste. Son analyse critique est nécessaire et doit être connue du maximum de communistes.

Note liminaire

De petits soucis informatiques ont fait que ce texte de synthèse en version longue (la version courte sera envoyé à Pierre Laurent, pour la coordination des différents ateliers, demain matin au plus tard) vous ayant été envoyé le 24 avril n'a été reçu par presque aucun d'entre-vous... Mille excuses pour ces soucis informatiques indépendants de notre volonté...

La réunion du 14 juin à Tours.

Une réunion nationale sur les transformations du parti se tiendrait à Tours le samedi 14 juin prochain. Cette initiative se tiendrait avec des centaines d'adhérent(e)s issus des fédérations, des délégations des secteurs de travail du PCF, de la JC, de l'ANECR et des Vétérans.

Cette réunion concerne notre atelier ainsi que celui animé par Michel Laurent et Marie-Pierre Vieu sur le renforcement du parti, sa vie, son rayonnement.

Cette réunion pourrait s'organiser de la façon suivante :
cinq petites introductions sur les principaux points à l'ordre du jour. Chacune serait préparée par un binôme, en cours de désignation, qui aurait dans son travail à faire apparaitre les points saillants du débat et les principales questions à appréhender.
un travail par atelier permettant un débat poussé sur chacune de ces questions.
une réunion plénière avec comptes-rendus de chaque atelier et débat sur ces conclusions...

Un code de bonne conduite.

Suite au constat unanimement partagé que les communistes étaient demandeurs d'un Congrès non confisqué par quelques-uns et à l'image de leur débat, avait été avancée l'idée d'adopter pour la préparation de la phase statutaire de notre congrès une sorte de « code de bonne conduite » devant permettre une plus grande sincérité, une plus grande écoute, de plus franches confrontations dans nos débats.

Copyright © Le Vénissian

Ce code ou cette convention, quel que soit son nom, devrait par exemple traiter de :
la manière de s'efforcer à faire participer un maximum de communistes au débat, s'efforcer de leur donner tous les tenants pour faciliter leur prise de position.
la façon de travailler aux convergences et aux évolutions des positions en fonction de la progression de nos débats, etc...
la vérité sur les intentions. Des camarades souhaitant d'ores et déjà, comme c'est leur droit, déposer un texte alternatif avant le prochain Congrès devraient l'annoncer au préalable.
Un accord sur la conception et le mode de construction des directions pour permettre représentativité et efficacité.
l'expression médiatique. Là encore, toute expression médiatique externe se doit d'être constructive et respectueuse des idées des autres communistes.

1/ L'objet de notre engagement. L'objet de notre organisation.

Hommes et femmes membres du parti communiste, nous avons la volonté, par nos actions, nos luttes, notre participation à la gestion de collectivités locales et nationales, de rendre sans cesse meilleure la vie des hommes et femmes de notre pays, d'Europe et du monde et pour cela de favoriser l'appropriation par chacun et chacune des savoirs et des pouvoirs sans lesquels ils ne peuvent avoir la maîtrise de leur vie.

Rendre la vie sans cesse meilleure, c'est évidemment contribuer à satisfaire les besoins les plus élémentaires et vitaux de chacun et de chacune : l'alimentation, l'eau, l'énergie, le logement, la santé, l'éducation, la culture et les loisirs...

- Rendre la vie sans cesse meilleure, c'est plus largement créer les conditions de l'épanouissement personnel de chacune et de chacun ; un épanouissement au travail, par la satisfaction qu'il procure, la reconnaissance sociale qu'il génère, la juste rétribution dont il est l'objet ; un épanouissement dans sa vie de tous les jours, sa vie familiale, sa vie sociale, sa vie culturelle...
- Rendre la vie sans cesse meilleure, c'est aussi garantir à chacune et chacune sa pleine place dans la vie de la cité, dans la vie de la Nation et dans le cours de l'Europe. C'est donc reconnaître les droits civils, sociaux et démocratiques de chaque homme et de chaque femme ; c'est donner à chacun et chacune les pouvoirs individuels et collectifs d'en assurer la pleine réalité, par le biais de l'organisation de services publics, de la démocratisation de la vie politique, économique et sociale, par la mise à disposition de tous les savoirs.
- Rendre la vie sans cesse meilleure, c'est agir avec la même détermination pour le progrès humain dans le monde : ne laisser personne souffrir de la faim quand la planète est assez riche pour en finir avec ce fléau ; permettre à chaque être humain de vivre comme il rêve ; assurer le développement de l'humanité dans le plein respect de l'environnement ; bâtir un monde solidaire respectueux des droits des peuples et de la personne.
- Rendre la vie sans cesse meilleure, c'est enfin un objectif qui heurte profondément le monde tel qu'il est aujourd'hui : la vie révoltante faite à une immense majorité de l'humanité, ce que nous apprenons de l'histoire, l'analyse de la structure même de nos sociétés, tout cela démontre l'existence d'entraves à l'épanouissement personnel et collectif de chacun et de chacune. C'est donc indissociablement remettre en cause l'exploitation au travail et le contrôle de l'économie par la finance, les violences et les guerres, les menaces sur l'environnement, la domination patriarcale, c'est en finir avec toutes ces dominations, souvent liées les unes aux autres, et avec tous les mécanismes qui en favorisent la reproduction.

Ces objectifs, nous les hommes et les femmes qui composons le parti communiste les portons avec d'autant plus d'ambition que nous sommes pleinement conscients des capacités extraordinaires qui sont celles de l'humanité, lucides sur les potentiels considérables des sciences et des techniques modernes et que nous sommes partie prenante de toutes les initiatives marquant la volonté d'une émancipation personnelle et collective.

Aussi, nous faisons le choix de nous organiser en parti. Pour face aux classes dominantes faire avancer la conscience de notre humanité commune, la conscience de l'intérêt commun de millions d'hommes et de femmes à

Copyright © Le Vénissian

dépasser le capitalisme pour construire la société sur la base de tous ces possibles. Pour porter un projet alternatif pour la France et l'Europe, donnant à voir que la vie de chacune et chacun peut effectivement s'améliorer sans cesse, ayant vocation à rassembler majoritairement tous les hommes et les femmes qui veulent une autre vie que celle que l'on leur impose.

Nous nous organisons avec la volonté de construire le parti politique qui soit en capacité de répondre à cette ambition et de l'incarner dans son organisation et son fonctionnement.

Tous les hommes et les femmes partageant ces objectifs politiques en général, un de ces combats en particulier, ont leur place au parti communiste français. Avec leur personnalité, leur sensibilité, leurs particularités, tous et toutes sont partie prenante de la construction d'une organisation populaire à l'image du monde du travail, au coeur du quotidien des salariés des villes et des territoires ruraux, au diapason de tous les rêves de la jeunesse et du monde de la culture. Tous et toutes sont au coeur de l'existence d'un parti présent et actif depuis les plus petites revendications jusqu'aux plus grandes des luttes sociales et démocratiques ; un parti au coeur des controverses intellectuelles de notre temps ; un parti porteur des espérances révolutionnaires d'un monde enfin meilleur, bref un parti de la France d'aujourd'hui pour faire celle de demain !

C'est ce parti qu'aujourd'hui, avec détermination, nous nous engageons à construire.

2. Militer dans la France d'aujourd'hui.

L'engagement de chaque homme et de chaque femme au sein du parti communiste est affaire de conviction. Il doit, au-delà de sa motivation première, être un pas dans le sens de ses objectifs politiques, en étant une source de plaisir, d'accomplissement personnel, d'appropriation de savoirs et de pouvoirs pour chaque homme et chaque femme décidant d'y adhérer.

Et cette raison d'être est en lien direct avec la place faite à chaque adhérent(e) au sein du parti, aux capacités de ce collectif à faire progresser chacun et chacun dans sa connaissance du monde, dans sa réflexion, dans sa maîtrise des enjeux politiques. L'ambiance fraternelle en son sein, la sérénité des débats, la capacité de chacun et chacune à s'investir dans les activités militantes de son choix, et d'être reconnu pour cela, comme tout simplement la capacité de ce parti à réaliser, dans son fonctionnement propre, l'idéal politique qui est le sien, sont des conditions de succès incontournables.

Il en est de même pour le sentiment que l'on a de l'utilité de son engagement, de la conviction que le temps passé à militer contribue effectivement à faire avancer ses idées sur sa ville, son village, dans son entreprise et dans la société.

C'est tout cela que doit rechercher l'organisation de l'activité des hommes et femmes qui composent le parti communiste.

Cette place faite à l'adhérent(e) dans la vie du parti est encore largement fictive. Les choix du PCF sont ceux de ses directions, à tous les niveaux, quand ils ne sont pas noyés dans la cacophonie de discussions sans fin. Il est aujourd'hui nécessaire de chercher donc à approfondir le fonctionnement démocratique de notre parti, en faisant mieux partager nos choix, par exemple par un recours plus fréquent aux votes des adhérents, mais aussi en faisant mieux partager les réflexions des directions, les arguments justifiant telle ou telle prise de décision, etc... C'est bien une profonde démocratisation de notre fonctionnement qui doit émerger du prochain Congrès.

Copyright © Le Vénissian

Et naturellement, cela dépend aussi de la place que chacun(e)e trouve dans son collectif militant.

Les assemblées générales de section ne permettent pas à une majorité de communistes de participer à la vie de leur section, leur organisation faisant la part belle aux adhérent(e)s les plus confirmés. Nous ne sommes pas en capacité de faire vivre, sauf exception, une plus grande proximité à partir de cellules.

Comment fait-on donc pour gagner en proximité et en implication de chaque adhérent(e) dans la vie de sa section ? Comment doit-on donc réorganiser nos sections pour permettre à chacun et chacune d'y trouver sa place ?

Beaucoup de sections cherchent aujourd'hui des réponses à ce problème en organisant des collectifs jeunes, des cellules de quartier ou de ville ne disposant ni de souveraineté politique, ni d'autonomie financière (trésorier...)... L'idéal sur ce point serait de faire remonter tout ce qui peut d'ores et déjà se faire sur le terrain, d'évaluer l'efficacité de telle ou telle initiative, pour que ce qui fonctionne soit éventuellement étendu.
Enfin, nous avons au-delà de la vie interne d'un parti à chercher à inventer un militantisme plus efficace et permettant aux adhérent(e)s de faire rayonner leurs idées au mieux dans la société.

3. Faire rayonner ses idées dans la société.

La question qui nous est posée, plus fondamentalement, est bien ce que l'on fait de ces structures de proximité. Elles ne peuvent être conçues uniquement comme des lieux fermés de débat où il s'agirait de préparer et de reproduire les débats stratégiques qui agitent la direction nationale du parti. Elles doivent aussi être pensées comme des instances d'animation de la bataille politique et d'initiatives avec les citoyens, celles et ceux engagés dans le combat progressiste mais aussi et d'abord tous les autres, des lieux à partir desquels les adhérent(s)s du PCF ont la possibilité de faire largement rayonner leurs idées.
Les dernières élections législatives, municipales et cantonales l'ont démontré : l'engagement militant de proximité, à la fois sur son lieu de vie et sur son lieu de travail, l'engagement militant dans la durée, est absolument déterminant.

Mais si cette proximité est véritablement payante, on ne peut pour autant se satisfaire de ce qu'elle est aujourd'hui. Et cette question va bien au-delà de celle de l'existence des cellules ou des sections.
Ainsi, de quoi a besoin un adhérent du PCF, syndicaliste dans son entreprise, pour concrètement faire avancer les idées de son parti dans le respect de l'indépendance de son syndicat ? De quoi a besoin un autre, militant dans une association tout autant indépendante, pour donner à voir de la continuité entre son engagement associatif et les idées qu'il défend sur le plan politique ?

Travailler au rayonnement des adhérent(e)s du PCF dans la vie sociale, à la diffusion de leurs idées exige aussi que soient mieux reconnus, dans la population et dans le temps, nos élus, nos candidats et nos militants. Cela pose la question du message politique que l'on est capable de décliner sur le terrain, des réponses concrètes aux problèmes locaux que l'on est capable de donner aux citoyens. C'est aussi tout ce travail politique de proximité qu'il nous faut repenser, et ce partout sur le territoire.

Ce rapport de proximité avec les Françaises et les Français est donc essentiel. Il perd pourtant en efficacité pour des élections où se joue l'avenir du pays, on l'a vu aux dernières présidentielles où l'effort militant considérable des communistes est apparu, au vu des résultats, assez vain. Ce sont d'autres ressorts que la proximité territoriale qui déterminent le vote pour cette élection politiquement incontournable, quoi que l'on pense de son caractère antidémocratique.

Copyright © Le Vénissian

Aussi, de par son caractère incontournable, il est de notre responsabilité de chercher comment peser sur une élection où se détermine l'influence nationale de chaque force politique.

L'enjeu est bien pour une élection de ce type de pouvoir intervenir avec force dans le débat d'idées, de donner à voir de ce qui est notre vision de la France, de l'Europe et du monde dans les cinq à dix prochaines années, et de répondre dans l'énoncé de notre projet aux questions qui sont celles des Françaises et des Français.

Aussi, en complément de notre militantisme « classique », nous avons à inventer une organisation militante chargée de produire des idées neuves et de les diffuser, largement comme de façon plus spécialisée, de les faire partager, de tester leur bonne réception dans la société, d'être en prise permanente avec tous les grands débats agitant la société pour systématiquement donner du sens à l'idée que notre société pourrait exister sur d'autres bases. Entre le travail des secteurs, notre presse, l'expression publique du parti communiste, cette organisation nous manque aujourd'hui. Elle est à inventer.

Cette visibilité, cette reconnaissance politique de l'importance de cette bataille d'idées passe donc peut-être par un renforcement de notre investissement dans le travail des secteurs, qui pourrait passer par la création de fédérations thématiques, devant marquer l'importance politique nouvelle que l'on doit impérativement donner à ce travail politique de fond.

Comme les fédérations départementales, ces fédérations auraient, en complément de leur travail politique propre (dialogue avec les associations, les intellectuels...), de leur expression directe (via Internet...), à développer voire créer leurs contacts directs avec les structures locales du parti, échanger avec elles de la pertinence ou de la non-pertinence de telle ou telle proposition, de sa bonne réception dans la population, travailler à des réponses aux questions posées par les citoyens et sur lesquelles grandit un besoin de réponse de notre part, etc...

4. La démocratie au sein du parti communiste.

Cette question dépasse largement celle du simple « droit à la parole » ou du simple « respect de la différence » au sein du parti communiste.
Elle pose évidemment la question du pluralisme et des formes d'organisation du débat entre les communistes, mais aussi et surtout celle de la mise en oeuvre des choix des communistes.

Sur le pluralisme, il n'est plus besoin aujourd'hui de grandes déclarations d'intention sur le besoin d'en finir avec le « centralisme démocratique » et de libérer la parole des communistes. C'est une réalité.

Mais si cette diversité est une réalité, avons-nous pourtant réussi à ce qu'elle soit un atout où chacun s'obligerait à chercher à dépasser, collectivement, nos divergences respectives ? Ou est-elle d'abord une source de cacophonie et de trouble dans l'expression publique du PCF, allant jusqu'au rejet des choix démocratiques faits par les adhérent(e)s ?
Ce manque de respect des hommes et des femmes qui font le PCF, ce mépris pour les formes démocratiques, il se traduit dans des expressions publiques et des actes politiques. Et ce peut être aussi souvent des stratégies d'obstruction visant à empêcher ou détourner la mise en oeuvre des choix des communistes. C'est une absence de travail aboutissant à ce que ces choix restent sans suite. Contester un choix majoritaire est une chose parfaitement normale. Empêcher sa mise en oeuvre est de nature tout à fait différente. Or, ces comportements existent. Ils sont insupportables aux hommes et femmes qui composent le PCF, incompatibles avec leurs valeurs démocratiques et humanistes, et nuisibles à la lisibilité politique du parti communiste.

Copyright © Le Vénissian

Cet état de fait est évidemment de la responsabilité des hommes et femmes concernés. Mais elle interroge surtout nos structures et l'organisation qui permet de telles pratiques.

Il manque aujourd'hui au PCF un vrai lieu de débat politique, que devrait être le Conseil national, où sont abordées des questions qui nous divisent, des points précis sur lesquels il nous faut trouver une position commune, et où le travail préparatoire de chaque camarade permettrait de nous faire progresser collectivement dans le débat. Le CN souffre aujourd'hui de la répétition de débats généraux déconnectés de toute réalité sociale, où prime la posture de principe, l'interrogation stratégique, la petite cuisine interne. Ce sont des débats souvent épuisants, répétitifs, et surtout vains parce qu'organisés à partir de positions pré-établies. Ce primat pour le débat général et la prise de posture conduit aussi à la faible implication des membres du CN dans les commissions de travail et tous les lieux où sont abordés les problèmes politiques de fond.

C'est une toute autre organisation de nos débats que nous devons concevoir, en privilégiant systématiquement des ordres du jour relatifs à la vie des gens, à la réalité telle qu'elle est, aux manifestations de l'idéologie dominante, et en construisant le débat à partir d'un travail préparatoire des commissions et des secteurs avec toujours à l'esprit la recherche d'un débouché politique en terme d'initiatives, d'intervention des dirigeants communistes, de lancements de campagnes... Avec une telle approche, nous ne pourrions plus éviter de prendre à bras le corps les questions sur lesquelles nous sommes en grande difficulté, celles sur lesquelles nous sommes divisés et celles sur lesquelles nous sentons que nos positions, aussi justes qu'elles soient, n'arrivent pas à prendre dans l'opinion.

En nous obligeant à aller au bout de nos divisions, de nos désaccords, de nos manques, en ramenant nos interrogations stratégiques et identitaires à leur juste place dans le débat politique, en désacralisant le Conseil national face à la nécessité d'avancer dans ce travail politique de fond et dans notre activité quotidienne auprès des Françaises et des Français, nous pourrions commencer à gagner en unité et en efficacité.
Cette question de la démocratie dans le parti est bien celle de son expression publique, de son expression en accord avec les choix des adhérent(e)s. Elle interroge donc aussi notre rapport aux élus qui pour la population sont les porte-parole « naturels » du PCF. Quel est leur lien avec l'organisation ? Comment concilier leur autonomie dans leur fonction et leur rapport au Parti ? Comment renforcer leur capacité à faire rayonner nos idées et notre ambition politique ?

Enfin, elle pose évidemment la question de la sanction. Parce qu'aucun parti aujourd'hui ne se prive de sanctionner celles et ceux de ses membres qui vont manifestement contre ses décisions. Seul un reste de mauvaise conscience issu de notre passé peut justifier qu'il n'y ait pas de sanctions et d'exclusions individuelles au PCF, à l'exception de motifs particulièrement graves.

Il est donc nécessaire de clarifier aussi sur ce point. Ainsi, un homme ou une femme se présentant à une élection contre le ou la candidate officiellement présenté par le PCF devrait automatiquement ne plus être membre du PCF.

5. la question des directions.

Ce dernier point pose évidemment la question de la mise en oeuvre des décisions du Conseil national, de l'expression publique de notre parti et donc de nos directions et de nos porte-parole.

C'est en ce sens qu'il nous faut repenser l'organisation de l'exécutif du PCF. Parce que le CEN doit être d'abord un exécutif, et donc autre chose qu'un lieu de débat politique supplémentaire, s'impose la nécessité de la réorganiser en fonction des objectifs politiques qu'on lui assigne et en fonction de la capacité et de la disponibilité des camarades à animer et impulser concrètement la bataille politique des communistes, à en endosser la responsabilité propre

Copyright © Le Vénissian

(nous n'avons plus les moyens pour attacher un collaborateur politique à chaque dirigeant), à organiser notre présence dans le débat public, à mettre en oeuvre les objectifs fixés en Congrès... Aucune autre préoccupation ne devrait entrer en ligne de compte dans la composition de notre exécutif...

Ces exigences semblent également imposer la reconstitution d'un secrétariat politique du Conseil exécutif national.

Enfin, la question de nos directions, celle de la démocratie au sein du parti, toutes ces préoccupations interrogent aussi notre (absence de) politique de cadres. Comment enfin créer les conditions pour qu'à nouveau, les militantes et militants issus de milieux populaires, employés et ouvriers, fils ou petits fils d'immigrés, les militantes et militants à l'image de notre peuple puissent devenir des cadres dirigeants et des élus de notre parti.

Cette situation pose une véritable question politique. Ce sont ces cadres issus des classes populaires, formés et aguerris par notre organisation qui de par leur origine ont été à une époque de parfaits représentants de ces milieux populaires comme du parti censé les représenter. En incarnant un certain modèle de réussite sociale, en démontrant dans le débat politique qu'ils avaient les capacités de tenir la dragée haute aux représentants de la bourgeoisie, ces cadres ont nourri par leur existence même le recul de certains fatalismes, ils ont illustré toute l'ambition politique portée par le PCF. Ils en fait sa force.

En outre, le PCF ne peut pas reproduire dans son mode de fonctionnement la division sociale du travail qu'il combat dans la société, à moins tout simplement de renoncer à ce qui fait son ambition politique même. Nous sommes là confrontés moins à la question de la formation en tant que telle qu'à la disparition d'une véritable politique des cadres au sein de notre parti. Nous avons là un énorme chantier à affronter.

Copyright © Le Vénissian